

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4305

[2008/204337]

6 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'obligation de service public imposée aux gestionnaires de réseaux de distribution en termes d'entretien et d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations d'éclairage public

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 11, § 2, alinéa 2, 6°, et les articles 34, 7°, et 43, § 2, 15°, remplacés par le décret du 17 juillet 2008;

Vu l'avis de la CWaPE CD-8h01-CWaPE-198 du 31 juillet 2008;

Vu l'avis n° 28/2008 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 28 août 2008;

Vu l'avis 44.188/4 du Conseil d'Etat, donné le 8 octobre 2008, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° "éclairage communal" : ensemble des éléments constitutifs des réseaux d'éclairage ou assimilés, à l'exclusion des ouvrages non agréés par le gestionnaire de réseau de distribution, et qui sont alimentés par les réseaux "Eclairage public" du gestionnaire de réseau de distribution. Ces éléments peuvent être propriété d'une ville, d'une commune, d'une régie communale ou du gestionnaire de réseau de distribution lui-même;

2° "éclairage public" : l'éclairage communal, situé au-dessus, au-dessous, sur ou le long des voiries, chemins, sentiers, places, ponts, tunnels, parkings, parcs, à l'exclusion de l'éclairage décoratif;

3° "éclairage décoratif" : l'éclairage communal qui comprend toute illumination visant spécifiquement la mise en valeur du patrimoine tel que, notamment, les églises, bâtiments ou monuments ainsi que les illuminations festives;

4° "entretien préventif" : l'ensemble des actions consistant au remplacement systématique à intervalle régulier et de manière préventive de la ou des lampes ainsi que de certains accessoires électriques équipant un luminaire d'éclairage communal en vue de minimiser les risques de panne. Cet entretien intègre également, si nécessaire, le nettoyage de la vasque et/ou du réflecteur afin de maintenir le niveau de performance photométrique de l'ouvrage d'éclairage, mais ne porte pas sur le câblage "réseau", le support, la crosse, les fixations et le luminaire en lui-même;

5° "entretien curatif" : actions ponctuelles destinées à dépanner un ouvrage d'éclairage communal et dont l'action peut porter sur l'ensemble des éléments techniques tant électriques, électroniques que mécaniques;

6° "entretien curatif normal" : entretien curatif portant sur l'ensemble des équipements électriques et/ou électroniques de l'ouvrage d'éclairage communal, c'est-à-dire du luminaire comprenant la ou les lampes ou matériel assimilable à une lampe, les ballasts, démarreurs, condensateurs, fusibles et petits câblages internes et matériels permettant le fonctionnement correct de la lampe;

7° "entretien curatif spécial" : entretien curatif portant sur l'ensemble des équipements non-compris dans l'énumération de la définition visée au point 6°. Cet entretien porte notamment sur le câblage "réseau", le support, la crosse, les fixations et le luminaire en lui-même;

8° "entretien" : l'ensemble des actions relatives à l'éclairage communal et qui portent sur :

a) la gestion générale, l'entretien préventif, l'entretien curatif normal ou spécial, et l'organisation de l'entretien des éléments constitutifs des réseaux d'éclairage communal, public et décoratif, notamment les câbles électriques, poteaux d'éclairage, poteaux, ancrages, crosses, consoles murales, manchons, boîtiers et autres matériels visant à supporter ou protéger l'infrastructure d'éclairage et les lampes, les auxiliaires électriques, l'appareillage de mesurage, de réglage (y compris les équipements destinés à l'écrêtage et/ou la modulation de la tension), et les transformateurs éventuels;

b) l'organisation d'un service permettant au gestionnaire de réseau d'enregistrer les demandes d'intervention relatives à un éclairage communal défectueux, endommagé ou incommode et permettant de disposer à tout moment de l'état d'avancement des actions liées aux dépannages;

c) l'élaboration et, le cas échéant, l'attribution de marchés d'adjudication, notamment, pour la fourniture d'éléments de l'infrastructure d'éclairage communal, notamment les supports, armatures, câbles, lampes, accessoires et autres pièces de rechange indispensables au bon exercice des missions d'entretien;

d) la constitution et l'actualisation d'une base patrimoniale de l'éclairage communal, la réalisation d'un cadastre énergétique et d'un audit énergétique conformément aux modalités suivantes :

— la mise en œuvre à partir du 1^{er} janvier 2009 et la finalisation pour le 1^{er} janvier 2011 d'un inventaire informatique exhaustif dans le temps de l'éclairage communal;

— la mise en place d'un système de tenue à jour permanente de cet inventaire;

— la réalisation, sur base de cet inventaire, d'un cadastre énergétique permanent de l'éclairage public. La mise en place de cet inventaire informatique doit être finalisée pour le 30 juin 2011 au plus tard;

— la réalisation d'un audit énergétique tous les cinq ans à adresser aux villes et communes, en ce qui concerne l'éclairage communal qui est situé dans la zone géographique du gestionnaire de réseau. Cet audit énergétique intègre des recommandations visant à réduire les coûts d'entretien et de consommation d'énergie;

— l'audit énergétique quinquennal est effectué pour la première fois en 2011. Le rapport établi à l'occasion d'un audit énergétique, est transmis au Ministre qui a l'énergie dans ses attributions et à la CWaPE, avant le 1^{er} juin de l'année civile qui suit l'année durant laquelle l'audit est réalisé;

e) la sensibilisation des communes situées dans la zone géographique du gestionnaire de réseau, dans le domaine de la nuisance lumineuse de l'éclairage communal.

Art. 2. Le gestionnaire de réseau de distribution assure, à la demande des communes, l'entretien, en ce compris l'amélioration de l'efficacité énergétique, des installations de l'éclairage communal de la zone géographique pour laquelle il a été désigné conformément à l'article 10 du décret du 12 avril 2001 relatif au marché régional de l'électricité.

Le gestionnaire de réseau assure cette mission dans le respect des prérogatives des communes définies par l'article 135, § 2, de la nouvelle loi communale, selon un programme établi de commun accord par chaque commune avec le gestionnaire du réseau de distribution.

Le gestionnaire de réseau de distribution assure l'ensemble des missions précitées à prix de revient comptable.

Art. 3. Le GRD peut réaliser, le cas échéant, à la demande et pour compte des villes et communes associées dans le cadre de nouvelles installations d'éclairage communal et/ou de renouvellement des installations existantes d'éclairage communal, les activités suivantes :

a) les études et conceptions;

b) les procédures préalables à l'attribution, notamment la constitution des cahiers des charges, les éventuelles publications ou consultations et l'analyse des offres;

c) la passation et le suivi des commandes après attribution des marchés par les villes et communes;

d) l'exécution et la surveillance des travaux ainsi que les prestations administratives liées à celles-ci, notamment les décomptes techniques et financiers.

Art. 4. § 1^{er}. Sont considérés comme des coûts relevant des obligations de service public du gestionnaire de réseau :

1° le coût des activités d'entretien de l'éclairage public, pour autant que ces activités relèvent de l'entretien préventif ou curatif normal de cet éclairage public. Le choix du type d'entretien doit être justifié, sur base d'un comparatif des coûts respectifs et des économies réalisées, dans le rapport visé à l'article 5;

2° le coût des accessoires tels que les lampes, ballasts, démarreurs, condensateurs, fusibles liés à l'entretien préventif ou à l'entretien curatif normal de l'éclairage public;

3° l'annuité de financement du remplacement des armatures, de la famille des "vapeurs de mercure basse pression" par des armatures permettant de réaliser des économies d'énergie et de réduire les frais d'entretien;

4° la charge d'amortissement et de financement des investissements, notamment les équipements d'écrêtage et de stabilisation, réalisés par les gestionnaires de réseau de distribution sur les réseaux d'éclairage public, pour autant que la charge précitée soit couverte par une réduction au moins égale des coûts tant en matière d'entretiens qu'en matière de consommations.

En ce qui concerne le remplacement des armatures de la famille des "vapeurs de mercure basse pression" visé au 3° par des armatures permettant de réaliser des économies d'énergie et de réduire les frais d'entretien, le gestionnaire de réseau de distribution devra définir un programme de remplacement d'un cinquième de ces armatures "vapeurs de mercure basse pression" par an.

§ 2. Ne sont pas considérés comme des coûts relevant des obligations de service public du gestionnaire de réseau :

— le coût des activités relatives à l'entretien curatif spécial de l'ensemble de l'éclairage communal;

— le coût des activités relatives à l'entretien tant préventif que curatif de l'éclairage décoratif;

— tous les coûts ne relevant pas des missions d'entretien non énumérés précédemment, à savoir notamment, les coûts pour l'installation ou l'extension de l'éclairage public, les coûts de remplacement de luminaires ou de poteaux (à l'exception de ceux visés au § 1^{er}, 3°), les coûts liés à la fourniture d'énergie, les frais inhérents à la reprise des réseaux d'éclairage public par les gestionnaires de réseaux de distribution et au raccordement au réseau de distribution, le coût de remplacement des armatures de la famille des "vapeurs de mercure basse pression" pour l'éclairage décoratif et les frais de transport et de distribution de l'énergie électrique nécessaire au fonctionnement des installations d'éclairage communal.

L'ensemble des coûts, notamment de main-d'œuvre, de matériel et des services prestés, ne relevant pas de l'obligation de service public du gestionnaire de réseau de distribution, restent à charge des administrations communales propriétaires, chacune pour ce qui la concerne.

Art. 5. § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau de distribution présentera annuellement à ses communes affiliées et à la CWaPE, pour le 1^{er} décembre au plus tard, un rapport justifiant économiquement l'entretien préventif et le placement d'équipements d'écrêtage et de stabilisation pour l'année qui suit. Ce rapport fera référence aux dépenses d'entretien de l'éclairage public des années antérieures.

§ 2. Chaque année, au plus tard pour le 31 mars, et, pour la première fois en 2010, les gestionnaires de réseau de distribution adressent à la CWaPE un rapport synthétique permettant le contrôle des coûts imputés à l'obligation de service public durant l'année précédente. La CWaPE remet son avis dans les soixante jours de la réception du rapport du gestionnaire de réseau. La CWaPE établit, en concertation avec les GRD, un modèle de rapport.

§ 3. De la même manière, les gestionnaires de réseaux de distribution adressent aux villes et communes associées, un rapport annuel synthétique contenant les informations inhérentes aux différentes activités d'entretien de l'éclairage public ainsi qu'au traitement des pannes signalées sur leur réseau. Ce rapport contient toutes les recommandations visant à réduire les coûts d'entretien et doit démontrer la pertinence des mesures déjà prises en la matière, tant au niveau des consommations énergétiques que des coûts liés à l'entretien.

Art. 6. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 novembre 2008.

Le Ministre- Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4305

[2008/204337]

6. NOVEMBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung bezüglich der den Betreibern von Verteilernetzen auferlegten Verpflichtung öffentlichen Dienstes in Bezug auf die Wartung und Verbesserung der Energieeffizienz der Straßenbeleuchtungsanlagen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere des Artikels 11 § 2 Absatz 2 6° und der Artikel 34 7° und 43 § 2 15°, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008;

Aufgrund des Gutachtens CD-8h01-CWaPE-198 der "Commission wallonne pour l'Energie" (CWaPE) (Wallonische Kommission für Energie) vom 31. Juli 2008;

Aufgrund des am 28. August 2008 abgegebenen Gutachtens Nr. 28/2008 des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 8. Oktober 2008 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 44.188/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Ausführung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "kommunale Beleuchtung": Gesamtheit der Bestandteile, die Beleuchtungsnetze oder gleichgestellte Netze bilden, und die durch die Straßenbeleuchtungsnetze des Betreibers des Verteilernetzes mit Strom versorgt werden, mit Ausnahme derjenigen Leuchtkörper, die durch den Betreiber des Verteilernetzes nicht zugelassen sind. Diese Bestandteile können einer Stadt, einer Gemeinde, einer Gemeinderegion oder dem Betreiber des Verteilernetzes selbst gehören.

2° "Straßenbeleuchtung": die kommunale Beleuchtung, die sich über, unter, auf oder entlang den Straßen, Wegen, Pfaden, Plätzen, Brücken, Tunnels, Parkplätzen, Parks befindet, mit Ausnahme der dekorativen Beleuchtung;

3° "dekorative Beleuchtung": die kommunale Beleuchtung, die alle Beleuchtungsanlagen betrifft, die ganz besonders die Aufwertung des Erbes wie z.B. die Kirchen, Gebäude oder Monumente zum Ziel haben, sowie ebenfalls die Festbeleuchtungen;

4° "vorbeugende Wartung": die Gesamtheit der Tätigkeiten, die aus dem systematischen Ersatz - in regelmäßigen Zeitabständen und auf vorbeugende Art - der Lampe(n) sowie bestimmter elektrischer Zubehörteile, mit denen ein kommunaler Leuchtkörper ausgerüstet ist, bestehen, um das Pannenrisiko zu minimieren. Notfalls beinhaltet diese Wartung ebenfalls die Reinigung des Inneren des Leuchtkörpers und/oder des reflektierenden Teils, um das photometrische Effizienzniveau des Leuchtkörpers aufrecht zu erhalten; sie betrifft jedoch nicht die Leitungen des Netzes, die Halterung, den Aufhängebogen, die Befestigungen und den Leuchtkörper selbst;

5° "pflegende Wartung": gezielte Aktionen, die dazu bestimmt sind, einen kommunalen Leuchtkörper zu reparieren, und die die Gesamtheit der sowohl elektrischen als auch elektronischen oder mechanischen technischen Elemente betreffen können;

6° "gewöhnliche pflegende Wartung": pflegende Wartung, die die Gesamtheit der elektrischen und/oder elektronischen Teile des kommunalen Leuchtkörpers, d.h. den die Lampe(n) oder das einer Lampe gleichgestellte Material enthaltenden Leuchtkörper, die Vorschaltgeräte, die Starter, die Kondensatoren, die Sicherungen und die kleinen internen Kabel und die sonstigen, den korrekten Betrieb der Lampe ermöglichenden Teile betrifft;

7° "spezielle pflegende Wartung": pflegende Wartung, die die Gesamtheit der Ausrüstungen betrifft, die nicht in der Auflistung der unter 6° stehenden Definition enthalten sind. Diese Wartung betrifft u.a. die Kabel des "Netzes", die Halterung, den Aufhängebogen, die Befestigungen und den Leuchtkörper selbst;

8° Wartung: die Gesamtheit der Aktionen in Bezug auf die kommunale Beleuchtung und die Folgendes betreffen:

a) die allgemeine Verwaltung, die vorbeugende Wartung, die gewöhnliche oder spezielle pflegende Wartung und die Organisation der Wartung der Bestandteile, die die Netze der kommunalen, Straßen- und dekorativen Beleuchtung bilden, insbesondere die elektrischen Kabel, die Straßenbeleuchtungsmaste, die Maste, die Verankerungselemente, die Aufhängebögen, die Wandkonsolen, die Muffen, die Kästen und sonstigen Ausrüstungen, die zum Zweck haben, die Beleuchtungsinfrastruktur und die Lampen, die elektrischen Zubehörteile, die Mess- und Regelgeräte (einschließlich der zur Begründung und/oder zur Modulation der Spannung bestimmten Ausrüstungen) und die etwaigen Transformatoren zu tragen und zu schützen;

b) das Organisieren eines Dienstes, der es dem Netzbetreiber möglich macht, die Anträge auf Eingriff bezüglich einer defekten, beschädigten oder störenden kommunalen Beleuchtung zu registrieren und zu jeder Zeit über den Stand der mit der Pannenbehebung verbundenen Aktionen zu verfügen;

c) die Erarbeitung und gegebenenfalls die Vergabe von Aufträgen im Ausschreibungsverfahren insbesondere für die Lieferung von Bestandteilen der kommunalen Beleuchtungsinfrastruktur, u.a. die Halterungen, Armaturen, Kabel, Lampen, Zubehörteile und sonstigen für die ordentliche Durchführung der Wartungsaufgaben notwendigen Ersatzteile;

d) die Einrichtung und die Aktualisierung einer Datenbank der bestehenden kommunalen Beleuchtungsanlagen, die Erarbeitung eines Energiekatasters und die Durchführung eines Energieaudits gemäß folgenden Modalitäten:

— die Durchführung ab dem 1. Januar 2009 und die Fertigstellung bis zum 1. Januar 2011 eines in dem betreffenden Zeitraum erschöpfenden EDV-Inventars der kommunalen Beleuchtung;

— die Einrichtung eines Systems zur ständigen Aktualisierung dieses Inventars;

— die Durchführung auf der Grundlage dieses Inventars eines ständigen Energiekatasters der Straßenbeleuchtung. Die Einrichtung dieses EDV-Inventars muss spätestens bis zum 30. Juni 2011 durchgeführt werden;

— alle fünf Jahre die Durchführung eines den Städten und Gemeinden zu schickenden Energieaudits in Bezug auf die kommunale Beleuchtung, die sich im geographischen Gebiet des Netzbetreibers befindet. In diesem Energieaudit sind Empfehlungen integriert, die die Verringerung der Wartungskosten und des Energieverbrauchs zum Ziel haben;

— das alle fünf Jahre durchgeführte Energieaudit wird zum ersten Mal im Jahre 2011 durchgeführt. Der bei der Durchführung eines Energieaudits erstellte Bericht wird dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, und der CWaPE vor dem 1. Juni des auf das Jahr, während dessen das Audit durchgeführt worden ist, folgenden Jahres übermittelt;

e) die Sensibilisierung der im geographischen Gebiet des Netzbetreibers befindlichen Gemeinden betreffend die Belästigungen durch das von der kommunalen Beleuchtung stammende Licht.

Art. 2 - Auf Anfrage der Gemeinden sorgt der Betreiber des Verteilernetzes für die Wartung, einschließlich der Aufbesserung der Energieeffizienz, der kommunalen Beleuchtungsanlagen des geographischen Gebiets, für welches er gemäß Artikel 10 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts bezeichnet worden ist.

Der Netzbetreiber nimmt diese Aufgabe unter Einhaltung der in Artikel 135, § 2 des neuen Gemeindegesetzes bestimmten Alleinbefugnisse der Gemeinden wahr, gemäß einem im Einvernehmen durch jede Gemeinde mit dem Betreiber des Verteilernetzes erstellten Programm.

Der Betreiber des Verteilernetzes gewährleistet die Gesamtheit der vorerwähnten Aufgaben zum auf der Grundlage der Buchführung gerechneten Selbstkostenpreis.

Art. 3 - Der Betreiber des Verteilernetzes kann gegebenenfalls folgende Tätigkeiten auf Anfrage und für Rechnung der Städte und Gemeinden, die sich im Rahmen von neuen Anlagen zur kommunalen Beleuchtung und/oder von der Erneuerung kommunalen Beleuchtungsanlagen zusammengeschlossen haben, durchführen:

a) Studien und Planungen;

b) die vor der Auftragsvergabe stattfindenden Verfahren, insbesondere die Zusammenstellung der Lastenhefte, die etwaigen Veröffentlichungen oder Beratungen und die Analyse der Angebote;

c) die Erteilung und die weitere Bearbeitung der Bestellungen nach der Vergabe der Aufträge durch die Städte und Gemeinden;

d) die Durchführung und die Überwachung der Arbeiten sowie die mit ihnen verbundenen administrativen Leistungen, insbesondere die technischen und finanziellen Abrechnungen.

Art. 4 - § 1 - Die nachstehenden Punkte werden als mit den Verpflichtungen öffentlichen Dienstes des Netzbetreibers verbundene Kosten betrachtet:

1° die Kosten für die Tätigkeiten zur Wartung der Straßenbeleuchtung, dies insofern diese Tätigkeiten unter die gewöhnliche vorbeugende oder pflegende Wartung dieser Straßenbeleuchtung fallen. Die Wahl der Wartungsart muss auf der Grundlage eines Vergleichs der jeweiligen Kosten und der erzielten Einsparungen im in Artikel 5 erwähnten Bericht begründet werden;

2° die Kosten für das Zubehör wie die Lampen, Vorschaltgeräte, Starter, Kondensatoren, Sicherungen, die mit der gewöhnlichen vorbeugenden oder pflegenden Wartung der Straßenbeleuchtung verbunden sind;

3° die Jahresrate für die Finanzierung des Ersatzes der Armaturen des Typs "Quecksilberdampf-Niederdrucklampe" durch Armaturen, die Energieeinsparungen und eine Verringerung der Wartungskosten ermöglichen;

4° die Belastung für die Abschreibung und die Finanzierung der Investitionen, insbesondere die Begradigungs- und Stabilisierungsausrüstungen, die durch die Betreiber der Verteilernetze auf den Straßenbeleuchtungsnetzen getätigt werden, dies insofern die vorerwähnte Belastung durch eine wenigstens entsprechende Verringerung der Kosten sowohl in Sachen Wartung als auch in Sachen Verbrauch gedeckt wird.

Was den unter 3° erwähnten Ersatz der Armaturen des Typs "Quecksilberdampf-Niederdrucklampe" durch Armaturen, die Energieeinsparungen und eine Verringerung der Wartungskosten ermöglichen, betrifft, wird der Betreiber des Verteilernetzes ein Programm für den Ersatz von einem Fünftel dieser Armaturen des Typs "Quecksilberdampf-Niederdrucklampe" pro Jahr festsetzen müssen.

§ 2 - Die nachstehenden Punkte werden nicht als mit den Verpflichtungen öffentlichen Dienstes des Netzbetreibers verbundene Kosten betrachtet:

— die Kosten für die mit der speziellen pflegenden Wartung der Gesamtheit der kommunalen Beleuchtung verbundenen Tätigkeiten;

— die Kosten für die sowohl mit der vorbeugenden als auch mit der pflegenden Wartung der dekorativen Beleuchtung verbundenen Tätigkeiten;

— alle Kosten, die nicht mit Aufgaben verbunden sind, die nicht vorerwähnt worden sind, d.h. insbesondere die Kosten für die Einrichtung oder die Erweiterung der Straßenbeleuchtung, die Kosten für das Ersetzen von Leuchten oder Masten (mit Ausnahme derjenigen, die in § 1 3° erwähnt werden), die mit der Energieversorgung verbundenen Kosten, die mit der Übernahme der Straßenbeleuchtungsnetze durch die Betreiber der Verteilernetze und mit dem Anschluss an das Verteilernetz verbundenen Kosten, die Kosten für das Ersetzen der Armaturen des Typs "Quecksilberdampf-Niederdrucklampe" für die dekorative Beleuchtung und die Kosten für den Transport und die Verteilung der für den Betrieb der kommunalen Beleuchtungsanlagen notwendigen elektrischen Energie.

Die gesamten Kosten, insbesondere für die Arbeit, das Material und die geleisteten Dienste, die nicht unter die Verpflichtung öffentlichen Dienstes des Betreibers des Verteilernetzes fallen, bleiben zu Lasten der Gemeindeverwaltungen, die Eigentümer sind, dies für ihr jeweiliges Zuständigkeitsgebiet.

Art. 5 - §1 - Der Betreiber des Verteilernetzes wird jährlich bis zum 1. Dezember seinen angegliederten Gemeinden und der CWaPE spätestens einen Bericht vorlegen, durch den die vorbeugende Wartung und das Installieren von Begradigungs- und Stabilisierungsausrüstungen für das folgende Jahr wirtschaftlich begründet werden. Dieser Bericht wird sich auf die Ausgaben für die Wartung der Straßenbeleuchtung der vorigen Jahre beziehen.

§ 2 - Jedes Jahr, spätestens am 31. März, und dies zum ersten Mal im Jahr 2010 übermitteln die Verteilernetzbetreiber der CWaPE einen zusammenfassenden Bericht, der die Kontrolle der im vorigen Jahr auf die Verpflichtung öffentlichen Dienstes angerechneten Kosten ermöglicht. Die CWaPE gibt ihr Gutachten innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Berichts des Netzbetreibers ab. Die CWaPE erstellt ein Berichtsmuster im Einvernehmen mit dem Betreiber des Verteilernetzes.

§ 3 - Auf dieselbe Weise übermitteln die Betreiber der Verteilernetze den zusammengeschlossenen Städten und Gemeinden einen jährlichen zusammenfassenden Bericht, der die mit den verschiedenen Tätigkeiten zur Wartung der Straßenbeleuchtung und der Behandlung der auf ihrem Netz angezeigten Pannen verbundenen Informationen enthält. Dieser Bericht enthält alle Empfehlungen im Hinblick auf die Verringerung der Wartungskosten und muss die Relevanz der in diesem Bereich bereits getroffenen Maßnahmen beweisen, dies sowohl auf Ebene des Energieverbrauchs als auch der mit der Wartung verbundenen Kosten.

Art. 6 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. November 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4305

[2008/204337]

6 NOVEMBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de openbare dienstverplichting opgelegd aan de distributienetbeheerders inzake het onderhoud en de verbetering van de energetische efficiëntie van de openbare verlichtingsinstallaties

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 11, § 2, tweede lid, 6°, en op de artikelen 34, 7°, en 43, § 2, 15°, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008;

Gelet op het advies van de CWaPE CD-8h01-CWaPE-198 van 31 juli 2008;

Gelet op het advies nr. 28/2008 van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 28 augustus 2008;

Gelet op het advies 44.188/4 van de Raad van State, gegeven op 8 oktober 2008, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "gemeentelijke verlichting" : geheel van de bestanddelen van de verlichtingsnetten of daarmee gelijkgesteld, met uitsluiting van de werken die niet erkend zijn door de distributienetbeheerder, en die bevoorrad worden door de netwerken "Openbare verlichting" van de distributienetbeheerder. Die bestanddelen kunnen eigendom zijn van een stad, een gemeente, een gemeentebedrijf of van de distributienetbeheerder zelf;

2° "openbare verlichting" : de gemeentelijke verlichting geplaatst boven, onder, op of langs het openbare wegnnet, de banen, paden, pleinen, bruggen, tunnels, parkeerterreinen, parken, met uitsluiting van de decoratieve verlichting;

3° "decoratieve verlichting" : de gemeentelijke verlichting omvattende elke verlichting die specifiek dient voor de valorisatie van het erfgoed, zoals, o.a., kerken, gebouwen of monumenten, alsook feestelijke verlichtingen;

4° "preventief onderhoud" : geheel van handelingen gericht op de systematische vervanging, op regelmatige tijdstippen en op preventieve wijze, van de lamp(en), alsook van bepaalde elektrische toebehoren die een gemeentelijke verlichting uitrusten ten einde zoveel mogelijk defectisico's te voorkomen. Dat onderhoud omvat desnoods de reiniging van de kom en/of van de refractor om het niveau van de fotometrische prestatie van het verlichtingswerk te behouden maar slaat niet op de bekabeling "netwerk", de verloopstekker, de steun, de sluitingen en het eigenlijke verlichtingstoestel;

5° "curatief onderhoud" : punctuele handelingen tot herstelling van een gemeentelijk verlichtingswerk die betrekking kunnen hebben op het geheel van de technische elementen, zowel elektrische, elektronische als mechanische;

6° "normaal curatief onderhoud" : curatief onderhoud betreffende het geheel van de elektrische en/of elektronische uitrustingen van het gemeentelijke verlichtingswerk, m.a.w. van de verlichting omvattende de lamp(en) of het materieel dat gelijk getseld kan worden met een lamp, de ballast, starters, condensators, zekeringen en kleine interne bekabelingen en materialen voor de vlotte werking van de lamp;

7° "speciaal curatief onderhoud": curatief onderhoud betreffende het geheel van de uitrustingen die niet opgenomen zijn in de definitie bedoeld in punt 6°. Dat onderhoud betreft o.a. de bekabeling "netwerk", de verloopstekker, de steun, de sluitingen en het eigenlijke verlichtingsstoestel;

8° "onderhoud": geheel van handelingen betreffende de gemeentelijke verlichting i.v.m. :

a) het algemeen beheer, het preventief onderhoud, het normaal of speciaal curatief onderhoud en de organisatie van het onderhoud van de bestanddelen van de gemeentelijke, openbare en decoratieve verlichtingsnetten, o.a. de elektrische kabels, verlichtingsmasten, palen, bevestigingen, steunen, muurconsoles, hulzen, kassen en andere materieel voor de ondersteuning of de bescherming van de verlichtingsinfrastructuur en de lampen, de elektrische hulpmiddelen, de meetapparatuur, de regelingsapparatuur (met inbegrip van de uitrustingen bestemd voor de aftopping en /of de modulatie van de spanning), en de eventuele transformatoren;

b) de organisatie van een dienst waarmee de distributienetbeheerder de interventieaanvragen i.v.m. een defecte, beschadigde of hinderlijke gemeentelijke verlichting kan registreren en elk ogenblik kennis kan nemen van de stand van vordering van de herstelhandelingen;

c) het uitwerken en, desgevallend, het gunnen van aanbestedingsopdrachten, o.a. voor de levering van bestanddelen van de gemeentelijke verlichtingsinfrastructuur, inzonderheid de verloopstekkers, wikkelingen, kabels, lampen, toebehoren en andere wisselstukken die noodzakelijk zijn voor de goede uitoefening van de onderhoudsopdrachten;

d) het aanleggen en het bijwerken van een erfgoedbasis van de gemeentelijke verlichting, het invoeren van een energiekadaster en van een energie-audit overeenkomstig de volgende modaliteiten :

— de tenuitvoerlegging vanaf 1 januari 2009 en de afwerking vóór 1 januari 2011 van een na verloop van tijd uitvoerige elektronische inventaris van de gemeentelijke verlichting.;

— de totstandbrenging van een permanent bijwerkingssysteem van die inventaris;

— het invoeren, op basis van dat inventaris, van een permanent energiekadaster van de openbare verlichting. Deze elektronische inventaris wordt uiterlijk 30 juni 2011 tot stand gebracht;

— de uitvoering, om de vijf jaar, van een aan de steden en gemeenten te richten energie-audit, wat betreft de gemeentelijke verlichting gelegen in de geografische zone van de netbeheerder. Die energie-audit bevat aanbevelingen tot vermindering van de onderhouds- en energieverbruikskosten;

— de vijfjaarlijkse energie-audit wordt voor het eerst uitgevoerd in 2011. Het rapport opgesteld naar aanleiding van een energie-audit wordt aan de Minister van Energie en aan de CWaPE overgemaakt voor 1 juni van het burgerlijk jaar dat volgt op het jaar waarin de audit wordt uitgevoerd;

e) de bewustmaking van de gemeenten gelegen in de geografische zone van de netbeheerder, wat de verlichtingshinder van de gemeentelijke verlichting betreft.

Art. 2. De distributienetbeheerder zorgt op verzoek van de gemeenten voor het onderhoud, met inbegrip van de verbetering van de energetische efficiëntie, van de installaties van de gemeentelijke verlichting van de geografische zone waarvoor hij aangewezen is overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

De netbeheerder vervult die opdracht met inachtneming van de in artikel 135, § 2, van de nieuwe gemeentewet bedoelde voorrechten van de gemeenten en volgens een programma dat in onderlinge overeenstemming vastgelegd wordt door elke gemeente en de distributienetbeheerder.

De distributienetbeheerder vervult het geheel van voornoemde opdrachten tegen een boekhoudkundige kostprijs.

Art. 3. Op verzoek en voor rekening van de verenigde steden en gemeenten kan de distributienetbeheerder in het kader van nieuwe gemeentelijke verlichtingsinstallaties en/of van de vernieuwing van bestaande gemeentelijke verlichtingsinstallaties desgevallend de volgende activiteiten uitvoeren :

a) de studies en ontwerpen;

b) de procedures voorafgaand aan de toekenning, o.a. het opmaken van de bestekken, de eventuele publicaties of raadplegingen en de analyse van de offertes;

c) het plaatsen en het opvolgen van de bestellingen na de gunning van de opdrachten door de steden en de gemeenten;

d) de uitvoering van de werken en het toezicht erop, alsook de desbetreffende administratieve prestaties, o.a. de technische en financiële afrekeningen.

Art. 4. § 1. Kosten die beschouwd worden als vallende onder de openbare dienstverplichtingen van de netbeheerder :

1° de kostprijs van de activiteiten i.v.m. het onderhoud van de openbare verlichting, voor zover ze betrekking hebben op het normaal preventief of curatief onderhoud ervan. De keuze van het type onderhoud wordt gerechtvaardigd in het rapport bedoeld in artikel 5, na vergelijking van de respectieve kosten met de verwezenlijkte besparingen;

2° de kostprijs van de toebehoren, zoals lampen, ballast, starters, condensators, zekeringen i.v.m. het normaal preventief of curatief onderhoud van de openbare verlichting;

3° de annuïteit van de financiering van de vervanging van de wikkelingen van de familie "kwikdamp lage druk" door wikkelingen die energiebesparingen en lagere onderhoudskosten mogelijk maken;

4° de last van de afschrijving en van de financiering van de investeringen, o.a. de aftoppings- en stabiliseringsuitrustingen, verwezenlijkt door de distributienetbeheerder op de openbare verlichtingsnetten, voor zover ze gedekt wordt door een minstens gelijke vermindering van de onderhouds- en verbruikskosten.

Wat betreft de in 3° bedoelde vervanging van de wikkelingen van de familie "kwikdamp lage druk" door wikkelingen die energiebesparingen en lagere onderhoudskosten mogelijk maken, moet de distributienetbeheerder voorzien in een programma voor de vervanging van een vijfde van die wikkelingen "kwikdamp lage druk" per jaar

§ 2. Kosten die niet beschouwd worden als vallende onder de openbare dienstverplichtingen van de netbeheerder :

— de kostprijs van de activiteiten i.v.m. het speciaal curatief onderhoud van het geheel van de gemeentelijke verlichting;

— de kostprijs van de activiteiten i.v.m. het preventief en curatief onderhoud van de decoratieve verlichting;

— alle kosten die niet voortvloeien uit de hierboven niet vermelde onderhoudsopdrachten, o.a. de kosten voor de installatie of de uitbreiding van de openbare verlichting, de kosten voor de vervanging van verlichtingen of palen (met uitzondering van die bedoeld in § 1, 3°), de kosten voor de levering van energie, de kosten voor de overname van de openbare verlichtingsnetten door de distributienetbeheerders en voor de aansluiting op het distributienet, de kosten voor de vervanging van de wikkelingen van de familie "kwikdamp lage druk" voor de decoratieve verlichting en de kosten voor het vervoer en de distributie van de elektrische energie die nodig is voor de werking van de gemeentelijke verlichtingsinstallaties.

De gezamenlijke kosten, o.a. inzake arbeidskrachten, materiaal en verleende diensten, die niet onder de openbare dienstverplichting van de distributienetbeheerder vallen, blijven ten laste van de gemeentebesturen-eigenaars, elk wat hem betreft.

Art. 5. § 1. De distributienetbeheerder bezorgt zijn aangesloten gemeenten en de CWaPE jaarlijks uiterlijk 1 december een rapport waarin het preventief onderhoud en de plaatsing van aftoppings- en stabiliseringsuitrustingen voor het volgende jaar economisch gerechtvaardigd worden. Dat rapport verwijst naar de uitgaven voor het onderhoud van de openbare verlichting van de vorige jaren.

§ 2. De distributienetbeheerders bezorgen de CWaPE jaarlijks uiterlijk 31 maart en voor het eerst in 2010 een syntheserapport op grond waarvan controle gevoerd kan worden op de kosten die resulteren uit de openbare dienstverplichting gedurende het vorige jaar. De CWaPE brengt advies uit binnen zestig dagen na ontvangst van het rapport van de netbeheerder. De CWaPE maakt in overleg met de distributienetbeheerder een model van rapport op.

§ 3. Op dezelfde wijze bezorgen de distributienetbeheerders de verenigde steden en gemeenten een jaarlijks syntheserapport met gegevens over de verschillende activiteiten i.v.m. het onderhoud van de openbare verlichting, alsook over het herstel van de defecten die op hun net gemeld worden. Dat rapport bevat alle aanbevelingen ter vermindering van de onderhoudskosten en toont aan dat de maatregelen die al genomen zijn, zowel qua energieverbruik als qua onderhoudskosten, relevant zijn.

Art. 6. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 november 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 4306

[C — 2008/31599]

13 NOVEMBER 2008. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente of van de koninklijke commissie voor monumenten en landschappen of van de medewerking van een architect

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en van het beroep van architect, inzonderheid op artikel 4, derde lid;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, goedgekeurd bij besluit van de Regering van 9 april 2004 en bekrachtigd door de ordonnantie van 13 mei 2004, inzonderheid op de artikelen 98, § 2, 154, 177, § 3, eerste en tweede lid en 207, § 1, vijfde lid;

Gelet op het advies van de Raad van State nr 45.046/2/V van 8 september 2008;

Op voordracht van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Ruimtelijke Ordening en Monumenten en Landschappen;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — DEFINITIES

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient men te verstaan onder :

1° « BWRO » : het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening goedgekeurd bij besluit van de Regering van 9 april 2004 en bekrachtigd door de ordonnantie van 13 mei 2004;

2° « Minister » : de Minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening;

3° « het Bestuur » : het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

4° « Advies van de overlegcommissie » : advies van de overlegcommissie bedoeld in artikel 9 van het BWRO;

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 4306

[C — 2008/31599]

13 NOVEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les actes et travaux dispenses de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune ou de la commission royale des monuments et des sites ou de l'intervention d'un architecte

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, notamment l'article 4, alinéa 3;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire adopté par l'arrêté du Gouvernement du 9 avril 2004 et ratifié par l'ordonnance du 13 mai 2004, notamment les articles 98, § 2, 154, 177, § 3, alinéa 1^{er} et 2 et 207, § 1^{er}, alinéa 5;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°45.046/2/V du 8 septembre 2008;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé notamment de l'Aménagement du Territoire et des Monuments et des Sites;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

TITRE I^{er}. — DEFINITIONS

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « CoBAT » : le Code bruxellois de l'aménagement du territoire adopté par l'arrêté du Gouvernement du 9 avril 2004 et ratifié par l'ordonnance du 13 mai 2004;

2° « Ministre » : le Ministre qui a l'Aménagement du territoire dans ses attributions;

3° « l'Administration » : l'Administration de l'Aménagement du territoire et du logement;

4° « Avis de la commission de concertation » : avis de la commission de concertation visé à l'article 9 du CoBAT;